REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 06 au 12 octobre 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération COI.....2
- Commission de l'Océan Indien I La présidence comorienne attachée «au plan de relance économique post-Covid-19»

1.2 Exposition COI-UE.....4
- Commission de l'océan Indien et Union européenne : un engagement commun pour une Indianocéanie durable
- Exposition et cycle de conférences de la COI-UE

1.3 Affaire maritime.....7
- Vers un renforcement de la gouvernance des affaires maritimes

2. Centres d'Intérêts

2.1 Economie.....8
- (Tirs croisés) L'économie en berne : La chute libre du pouvoir d'achat

2.2 Environnement.....9
- C'est parti pour la 16ème édition des Week-ends Natures
- Seychelles' Aldabra Atoll to be part of study to protect World Heritage Sites from invasive species
- Protection de l'environnement : la loi Nagoya en cours de vulgarisation

2.3 Tourisme.....13
- Réserve communautaire d'Anja : Un modèle d'écotourisme réussi

2.4 Elections aux Seychelles.....14
- Des observateurs de toute l'Afrique de l'Est arrivent aux Seychelles avant les élections du 22 au 24 octobre

Commission de l'Océan Indien I La présidence comorienne attachée «au plan de relance économique post-Covid-19»



L'Union des Comores est beaucoup plus attachée au plan de relance économique dans la zone Océan indien après le Coronavirus. C'est le principal message livré hier jeudi 8 octobre en milieu de journée par le nouveau ministre des Affaires étrangères, Dhoihir Dhoulkamal, au secrétaire général de la Commission de l'Océan indien (Coi), Vêlayoudom Marimoutou, au cours d'un entretien par vidéoconférence.

"Le ministre Dhoihir Dhoulkamal, en sa qualité de président en exercice de la COI, a invité le secrétariat général à réfléchir sur le suivi et la mise en œuvre du Plan de relance économique post-Covid 19", indique un communiqué de presse du ministère des Affaires étrangères (Maeci). Malgré l'absence de données, la pandémie de Coronavirus a fait chuter, par exemple, la courbe de la fréquentation touristique dans la zone Océan indien avec des pertes des recettes publiques et la suppression d'emplois alors que la majeure partie des actifs tirent leurs revenus dans les secteurs des services. Le ministre des Affaires étrangères, président en exercice du Conseil de la Coi, veut faire de la relance post-Covid 19 une réflexion approfondie "pour appuyer et accompagner les Etats membres à faire face aux conséquences de la pandémie", d'après ce communiqué.

Les îles de l'Océan indien ont été touchées de plein fouet par la pandémie à différents niveaux. Les économies déjà mal en point ont été sérieusement fragilisées par la fermeture des frontières aériennes. Les pays n'ont pas le même niveau de développement et les mêmes potentialités de croissance Le tourisme et les transports sont les principales sources de devises et emploient une bonne partie de la population active. Les activités tertiaires contribuent à hauteur de 54% du Pib à Madagascar et entre 71% et 80% aux Seychelles, Maurice aux îles Maldives. Aux Comores, une étude sur l'impact économique de la Covid-19 a été remise il y a trois semaines aux autorités. Mais déjà, le secteur touristique est fortement impacté par la crise sanitaire.

Le ministre Dhoihir Dhoulkamal "a émis le souhait de voir I 'Association des parlementaires de la Commission de 1'océan Indien (AP-COI) relancer de manière dynamique ses activités pour jouer pleinement son rôle et accompagner l'ambition des Etats de faire de cette région une zone de paix, de prospérité et de développement", d'après toujours le communiqué. Les échanges entre Dhoihir Dhoulkamal et Vêlayoudom Marimoutou ne se sont pas limités seulement sur le volet économique.
Les deux responsables ont évoqué également le suivi des résolutions prises en marge du conseil des ministres de la Coi tenu à Moroni en 2019 et qui a épousé des engagements communs de réformer l'organisation et de l'adapter aux nouveaux enjeux de l'heure avec la possibilité d'élargir statutairement le cercle des partenaires de l'organisation régionale.

"Les deux hommes ont passé en revue les dossiers prioritaires de l'organisation et sont convenus d'échanger aussi souvent que possible afin de traduire en actes les dispositions de la Déclaration de Moroni sur l'évolution institutionnelle de la Coi", indique encore le communiqué qui précise que lors de cet entretien, "le secrétaire Général de la Commission de l'océan Indien… s'est félicité de la nomination du ministre Dhoihir Dhoulkamal et s'est engagé à se concerter régulièrement avec lui dans le travail de modernisation de l'institution"
A.S.Kemba

Commission de l'océan Indien et Union européenne : un engagement commun pour une Indianocéanie durable

La Commission de l'océan Indien (COI) et l'Union européenne (UE) présentent une exposition sur la contribution de leur partenariat à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Cette exposition interactive et gratuite sera accessible du 10 au 14 octobre 2020 au Caudan Arts Centre à Port Louis. En parallèle, la COI et l'UE organisent un cycle de conférences du 12 au 14 octobre sur des thèmes clés de leur coopération.



L'exposition sera inaugurée le 9 octobre au Caudan Arts Centre de Port-Louis et accessible gratuitement au public du 10 au 14 octobre. Cette exposition voyagera ensuite dans les autres îles de la région membres de la Commission de l'océan Indien au cours de 2021.

En parallèle, la COI et l'UE organisent un cycle de conférences du 12 au 14 octobre. Au programme : coopération institutionnelle, sécurité maritime, pêche, lutte contre le changement climatique et biodiversité. Ces conférences sont ouvertes au public avec l'entrée gratuite.

[Vidéo News]Exposition et cycle de conférences de la Commission de l'océan Indien et de l'Union européenne



La COI et l'UE organisent un cycle de conférences du 12 au 14 octobre.

La Commission de l'océan Indien (COI) et l'Union européenne (UE) présentent une exposition sur la contribution de leur partenariat à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

Cette exposition interactive et gratuite sera accessible du 10 au 14 octobre 2020 au Caudan Arts Centre à Port-Louis. En parallèle, la COI et l'UE organisent un cycle de conférences du 12 au 14 octobre sur des thèmes clés de leur coopération.

Depuis plus de 35 ans, la COI et l'UE répondent ensemble aux problématiques communes des États insulaires de l'océan Indien. Ce partenariat s'est matérialisé au travers de 40 projets financés par l'UE couvrant une dizaine de secteurs : pêche, sécurité maritime, environnement et climat, entrepreneuriat, éducation et énergies, entre autres, avec une enveloppe de plus de 250 millions d'euros.

C'est pour célébrer ce partenariat et mieux faire connaître ses résultats que les deux institutions présentent leur action conjointe au travers de l'exposition « Un engagement commun pour une Indianocéanie durable ». Les impacts sur le terrain, les acteurs et les bénéficiaires des projets COI-UE dans les États membres de la COI sont mis à l'honneur pour illustrer les 17 ODD. En complément de panneaux avec faits et chiffres, des tablettes numériques permettront à l'audience de découvrir en images les actions de la COI et de l'UE dans toute leur diversité.

L'exposition démontre comment la COI et l'UE soutiennent, en tandem, les populations insulaires du Sud-Ouest de l'océan Indien et jouent un rôle clé dans la mise en œuvre de l'agenda mondial pour le développement durable dans la région. L'exposition sera inaugurée le 9 octobre au Caudan Arts Centre de Port-Louis et accessible gratuitement au public du 10 au 14 octobre. Cette exposition voyagera ensuite dans les autres îles de la région membres de la Commission de l'océan Indien au cours de 2021.

En parallèle, la COI et l'UE organisent un cycle de conférences du 12 au 14 octobre. Au programme : coopération institutionnelle, sécurité maritime, pêche, lutte contre le changement climatique et biodiversité. Ces conférences sont ouvertes au public avec l'entrée gratuite.

Pour Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la COI : « le partenariat historique de la COI avec l'UE permet à nos îles, vulnérables par nature, de relever des défis communs et exacerbés par les aléas mondiaux comme les effets du changement climatique. L'UE reconnaît à juste titre la nécessité d'un traitement spécifique pour les îles en développement. Il est question d'avenir, de résilience, c'est un agenda crucial et stratégique pour nos îles. Cette action conjointe permettra aux citoyens de nos îles de prendre la mesure de la richesse de notre partenariat en faveur du développement durable ».

Pour l'Ambassadeur de l'Union européenne auprès de Maurice et des Seychelles, Vincent Degert, « cette exposition est une nouvelle occasion de rappeler la force de notre partenariat, un partenariat solidement ancré dans nos valeurs communes. Avec un contexte mondial qui change, notre partenariat est aussi appelé à évoluer. Cependant, une chose ne changera pas : la détermination de l'Union européenne et de ses États membres à renforcer les liens avec la Commission de l'océan Indien et tous ses Etats membres. C'est en travaillant ensemble, de manière résolue, que nous serons en mesure de faire face aux défis de notre temps et de contribuer de manière concrète et significative à bâtir un monde meilleur et à le préserver afin que chacun y trouve sa place. »

Pour plus information :

https://www.youtube.com/watch?v=zwDwj-zrvAg&feature=emb_logo

http://ile-maurice.niooz.fr/video-news-exposition-et-cycle-de-conferences-de-la-commission-de-l-ocean-indien-et-de-l-union-europeenne-37385264.shtml

Vers un renforcement de la gouvernance des affaires maritimes

08/10/2020 Andjouza Abouheir



Pour présenter le projet du programme de sécurité portuaire et sureté de la navigation et entamer les planifications, les discussions et la coordination, l'organisation maritime et l'ONUDC ont effectué une visite hier mercredi 07 octobre au port de Moroni.

L'organisation internationale maritime et l'ONUDC ont effectué une visite au port de Moroni en présence de directeur général de la société comorienne des ports, Salim Saïd Dahalane hier mercredi 07 octobre. Cette visite avait pour but de présenter le projet portant sur le programme de sécurité portuaire et de la sureté de la navigation et entamer les planifications, les discussions et la coordination qui vont contribuer au lancement.

Ceci dans le souci de réduire les menaces croissantes dans la zone (Afrique orientale, australe et Océan indien) et renforcer la gouvernance des affaires maritimes. Selon le directeur de la société des ports, cette visite est un pas vers les innombrables problématiques auxquelles font face le monde maritime. « La présentation de ce projet va nous permettre de travailler dans les normes mais également dans la sécurité », souligne-t-il.

Cette idée de mettre en œuvre un tel programme est motivée par les préoccupations exprimées par les pays de la région dans diverses enceintes régionales et internationales, ce qui les a amené à renforcer la sensibilisation sur les questions maritimes dans la région, à améliorer les capacités et à renforcer la coopération régionale notamment en ce qui concerne la notification des menaces communes. C'est pourquoi l'Union Européenne, en partenariat avec la Commission de l'océan indien (COI), a alloué 28 millions d'euros à la sécurité portuaire et à la sureté de la navigation en Afrique orientale, australe et dans l'Océan indien dans le cadre du 11^{e} programme régional du Fonds Européen de Développement (11^{e} FED).

Andjouza Abouheir

(Tirs croisés) L'économie en berne : La chute libre du pouvoir d'achat



La COVID-19 a entraîné l'économie mondiale vers une récession sans précédent. Ouverte sur le monde, l'économie mauricienne est sérieusement impactée. En effet, la contraction économique est bel est bien réelle et se traduit par des licenciements, des baisses importantes dans les revenus des entreprises et la chute libre du pouvoir d'achat. Depuis le confinement, le panier de la ménagère coûte cher, étant donné la hausse vertigineuse des prix. La majorité de la population souffre dans le contexte actuel. Selon Suttyhudeo Tengur, président de l'Association for the Protection of the Environment and Consumers, notre situation économique « *sera précaire* » tant que l'économie mondiale ne se redressera pas. Pour l'économiste et cofondateur et directeur non-exécutif de Legacy Capital, « *nous devons nous réinventer face à cette crise* ». Alors que pour Jane Ragoo, syndicaliste au sein de la Confédération des travailleurs du secteur privé, le pouvoir d'achat des Mauriciens a lourdement chuté depuis le confinement. **Suite de l'article**

C'est parti pour la 16ème édition des Week-ends Natures



C'est au Domaine Archambeaud situé au Tampon que le Département, accompagné des partenaires et des gestionnaires, a présenté ce vendredi 9 octobre, le programme des Week-ends NatureS, une action qui s'inscrit dans le cadre de la préservation et la valorisation en faveur du patrimoine naturel. Placée sous la thématique de « l'année internationale de la santé des végétaux », cette 16ème édition se déroule du 7 au 25 octobre 2020.
Présents sur le domaine à cette occasion, des élèves de l'école primaire Jean Macé (CE2) ont participé à des ateliers pédagogiques, plantations d'espèces endémiques et indigènes, découverte botanique de la flore endémique et atelier croquis de la Maison Archambeaud, encadrés par la SPL Edden et la Brigade des gardes des ENS.

Une manifestation pour découvrir et préserver une biodiversité exceptionnelle
21 Espaces Naturels Sensibles s'ouvrent au public sur lesquels 176 visites guidées et 36 animations pédagogiques sont organisées gratuitement par les 16 partenaires et gestionnaires, gardiens de la biodiversité. Des activités ouvertes aux personnes sourdes et malentendantes (interprétariat en langage des signes) ET accessibles pour certaines, aux personnes en situation de handicap (Personnes à Mobilité Réduite, déficients visuels, déficients intellectuels). Les objectifs sont de : sensibiliser le public aux enjeux de protection de la biodiversité exceptionnelle, associer la population dans la conservation d'un patrimoine naturel unique et paysages remarquables à l'échelle mondiale, favoriser et faire progresser les connaissances en vue de l'émergence de comportements respectueux et inviter à découvrir les E.N.S.

Au programme de cette édition…, des randonnées à pied, à cheval, à vélo et en kayak, nuit à la belle étoile, rencontre intergénérationnelle, atelier permaculture, ateliers d'interprétation des différents milieux naturels, découverte de patrimoine historique et culturel, de collections végétales, plantations d'espèces endémiques et indigènes mellifères pour sauvegarder les abeilles… **Suite de l'article**

Seychelles' Aldabra Atoll to be part of study to protect World Heritage Sites from invasive species

By: **Daniel Laurence Edited by: Betymie Bonnelame** | Views: 1756



Dogley said SIF is delighted that Aldabra is being featured as a key case study and it will allow them to share lessons learnt and best practices. (Seychelles News Agency)

(Seychelles News Agency) - Seychelles' remote Aldabra Atoll is being used as a case study in a new reporting framework devised by international scientists to help protect World Heritage Sites from almost 300 different invasive alien species.

Frauke Fleischer-Dogley, the chief executive of the **Seychelles Islands Foundation** (SIF) which manages the site said, "We are delighted that Aldabra is being featured as a key case study and it will allow us to share our lessons learnt and best practices within a network of sites and outstand our universal value."

The new framework which has been applied to seven World Heritage Sites covers data collection and reporting on **invasive alien species** pathways. This includes the presence, impacts, management, predicting future threats and management needs, identifying gaps and assigning an overall 'threat score' to the protected area.

A co-author, David Richardson, said that World Heritage Sites face growing threats from a range of biological invasions which impact native biodiversity and the delivery of ecosystem services.

"One key element of the new framework is listing all **invasive alien species** present where we can track the changes in threat or implementation of effective management over time," added Richardson.

SIF's director of research and conservation, Nancy Bunbury said, "**UNESCO World Heritage Sites** are areas of outstanding universal value and conservation importance to humanity. However, they are threatened by a variety of global change drivers, including biological invasions from a range of terrestrial, freshwater and marine species.



Sisal or agave sisalana is one of the invasive species that that has been eradicated 4(after eradication efforts started on four islands in the atoll group. (Forest & Kim Star Wikimedia Commons) Photo License: CC BY 3.0

She added that those sites were ideal test sites for the reporting framework but it is applicable to all protected areas and "we hope will become a standardised tool for assessing **invasive alien species** impacts and management globally."

Fleischer-Dogley said that generally resources to manage protected areas are scare and therefore to be able to maintain the outstanding universal of World Heritage sites requires effective management and cost-efficient eradication and control of invasive alien species.

"Humanity accepted these sites as gifts and by doing so accepted universal responsibility to look after them. This also means making the necessary resources available," she added.

She added that there has been a decrease in the number of **invasive alien species** listed due to effective eradication, highlighting management success at the site over the last few years."

Aldabra, one of the most distant islands of the Seychelles archipelago in the western Indian Ocean, is home to the endemic giant tortoise, the frigate birds, tropicbirds and the red-footed booby among other species.

Since eradication efforts resumed in 2012 under the Foundation's EU-funded **invasive alien species** project, SIF has successfully eradicated several **invasive alien species** on Aldabra atoll.

Protection de l'environnement : La loi Nagoya en cours de vulgarisation

La loi Nagoya est adoptée et promulguée par le président de l'Union des Comores, Azali Assoumani, selon Mme Hayria Abdallah, coordinatrice du projet Nagoya en Union des Comores. Cette loi est en cours de vulgarisation et de sensibilisation auprès de la population sur la protection de la biodiversité.



Les possibilités et les engagements que mène le ministère de l'environnement ne sont pas moindres pour la sauvegarde de l'écosystème ainsi que la biodiversité. Alors que la loi Nagoya a été votée à l'Assemblée nationale et promulguée par le président de la République, le ministère de l'environnement se lance dans une campagne de sensibilisation pour la population afin de mieux préserver la biodiversité mais aussi de régler les problèmes de l'accès aux ressources génétiques. « Les textes d'applications sont en cours d'élaboration et le reste ce sont les travaux de la mise en œuvre de cette loi qui seront réalisés d'ici décembre 2020 », a fait savoir Mme Hayria Abdallah. La coordinatrice du projet Nagoya en Union des Comores rassure que des outils de vulgarisation de la loi sont également en cours d'élaboration.

« On espère pouvoir vulgariser cette loi dans un court délai afin de pouvoir protéger notre biodiversité et de régler le problème de l'accès aux ressources génétiques et les connaissances traditionnelles sans réglementation », précise-t-elle. Et elle d'enchérir que des discussions avec des partenaires sont déjà engagées avec notamment l'accès aux ressources génétiques (APA).

« Ces partenariats seront aussi des cas pilotes, exemple, partager davantage en vue de pouvoir sensibiliser encore plus la population pour la sauvegarde de l'écosystème et de la biodiversité », conclut-t-elle. Pour rappel, le protocole de Nagoya est issu de la convention sur la biodiversité car le souci est de protéger l'environnement et exploiter des plantes médicinales, cosmétiques, aromatiques. Ce protocole concerne les ressources génétiques, animales et végétales. Il permet la fabrication des produits cosmétiques, aromatiques, pharmaceutiques via ces ressources.

Nassuf. M. Abdou

Réserve communautaire d'Anja : Un modèle d'écotourisme réussi



Les Lemur Catta font la renommée de la réserve communautaire d'Anja.

La réserve communautaire d'Anja regorge d'une population très dense de Lemur Catta, reconnaissable à sa queue annelée. Elle se situe notamment entre le parc national de Ranomafana et celui d'Isalo, sur la route nationale 7 (RN7). C'est une forêt sèche située au pied d'un massif rocheux verdoyant, qui abrite une flore variée. Cette réserve est gérée par une communauté villageoise dénommée « Anja Miray ». Ce qui constitue d'ailleurs sa particularité. En outre, le modèle d'écotourisme appliqué par cette communauté est une réussite. En effet, celle-ci bénéficie directement des recettes générées par la valorisation de cette réserve. Ces villageois eux-mêmes sont également impliqués dans la conservation de la forêt et dans le fonctionnement de la réserve.

Facilement accessible. Il est à noter que plusieurs projets sociaux ont déjà été mis en œuvre par l'association « Anja Miray » dans le but d'améliorer les conditions de vie des habitants résidant autour de la réserve. Ce qui leur a en même temps permis d'assurer des moyens de subsistance respectueux de l'environnement. À titre d'illustration, des écoles y ont été construites et des intrants agricoles ont été distribués aux paysans locaux, sans oublier les donations pour les personnes vulnérables. Rappelons que plus de 12 000 touristes ont visité la réserve en 2018. La réserve communautaire d'Anja est souvent recommandée par les bloggeurs et les tours opérateurs dans les circuits pour découvrir l'axe sud de Madagascar. En effet, après un long trajet en voiture sur la RN7, elle est l'arrêt idéal pour observer des lémuriens. Par ailleurs, elle est facilement accessible. Ce site est ainsi recommandé aux touristes nationaux.

Navalona R.

Des observateurs de toute l'Afrique de l'Est arrivent aux Seychelles avant les élections du 22 au 24 octobre

Daniel Laurence , Betymie Bonnelame et Rudie Bastienne



Les membres de la mission d'observation de la SADC (à gauche) pour les élections législatives de septembre 2016 rencontrent des représentants de la presse. (COI)

(Seychelles News Agency) - Une équipe de 10 membres de la Eastern Africa Standby Force (EASF) qui observera les prochaines élections générales est arrivée aux Seychelles vendredi.

Le responsable de l'information de l'EASF, le Seychellois Jules Hoareau, a déclaré à la SNA que "le mandat central de la mission est de soutenir le processus démocratique du pays avec un message clair de paix, de respect mutuel et de tolérance envers ses citoyens".

Suite à une invitation du gouvernement des Seychelles, l'EASF a commencé à planifier la mission à Nairobi, au Kenya, du 21 au 25 septembre, avec le soutien de la Commission électorale des Seychelles, du ministère des Affaires étrangères et de la Public Health Authority.

La mission internationale d'observation électorale se compose d'observateurs du Kenya, d'Éthiopie, de Somalie, du Burundi, du Soudan et d'Ouganda.

M. Hoareau a ajouté que l'équipe "utilisera la Charte de l'Union africaine sur la démocratie, les élections et la gouvernance comme cadre principal pour guider notre mission dans le travail que nous ferions aux Seychelles pendant les élections".

Les élections présidentielles et législatives aux Seychelles, un archipel de l'océan Indien occidental, auront lieu du 22 au 24 octobre et environ 70 000 personnes auront le droit de voter.

Les observateurs locaux et internationaux devront respecter le code de conduite pour les observateurs électoraux publié par la Commission électorale le 4 septembre.

Pour les observateurs locaux, le code de conduite s'applique du moment de l'accréditation jusqu'à la déclaration des résultats tandis que, pour les observateurs internationaux, la réglementation s'applique depuis leur arrivée aux Seychelles jusqu'à leur heure de départ.

Le règlement couvre la période précédant, pendant et après le jour du scrutin.

Conformément à l'exigence de santé publique locale mise en place au milieu de la pandémie de COVID-19, tous les observateurs passeront une période de quarantaine de 14 jours dans l'établissement de Berjaya en respectant strictement le protocole de santé publique.
Les Seychelles ont quatre cas actifs de COVID-19 au 7 octobre et cela comprend trois Seychellois et un étranger.
La mission d'observation de l'EASF prévoit de rencontrer tous les candidats à la présidence, les membres de la société civile et d'autres parties prenantes concernées avant les élections.
Trois partis politiques - Linyon Demokratik Seselwa (LDS), United Seychelles (US) et One Seychelles - se disputent les élections présidentielles.
Pour l'Assemblée nationale, LDS et US ont des candidats dans les 26 districts, tandis que One Seychelles en a 18 et Lalyans Seselwa trois.